

Kanaky : en finir avec le colonialisme

Le référendum d'“auto-détermination” envisagé de longue date doit se tenir début novembre en Kanaky (Nouvelle-Calédonie). Le premier ministre en déplacement pour plusieurs jours en Kanaky en décembre 2017 y a fait des déclarations considérées comme une quasi-neutralité de l'État face au résultat possible... et pour cause, la présence française a peu de risques d'être contestée par ce “référendum” !

En revanche, il y a aussi un mot qu'Édouard Philippe n'a pas utilisé dans son discours devant le Congrès calédonien : “colonialisme”.

Une colonisation génocidaire

Si tout n'a pas commencé avec l'annexion de la “Nouvelle-Calédonie” par des troupes françaises en 1853, elle prend un tour dramatique à partir de cette époque. La particularité de la Kanaky est double. Tout d'abord, la colonisation française est directement responsable de ce qui s'apparente à un processus génocidaire. Les estimations le plus courantes font état d'une population kanake assez stable d'environ 50 000 personnes jusqu'au début des années 1850. Rapidement, suite aux exactions des colonisateurs, la population diminue de moitié et ne retrouvera son niveau qu'un siècle plus tard, dans les années 1970.

Ensuite, elle fait partie des colonies dites “de peuplement” (comme l'Algérie). Colonie pénitentiaire tout d'abord : des milliers de communard-e-s y seront déporté-e-s, dont Louise Michel. Colonisation de Français-e-s libres ensuite. Et enfin migration organisée par la France depuis le Vietnam, d'autres îles mélanésiennes (Wallis et Futuna notamment)... pour l'exploitation naissante du nickel, qui deviendra une activité économique majeure du “Caillou”.

Ce processus s'accompagne d'une domination féroce sur la population kanake : soumission au code de l'indigénat, expropriations massives des terres cultivables... suscitant deux révoltes écrasées dans le sang, 1878 et 1917. Le tête

du chef de la révolte de 1878, le chef Ataï, sera conservée dans du formol au musée de l'Homme et exhibée dans des expositions.

Un colonialisme toujours vivace

On a du mal à imaginer la virulence d'un racisme qui à l'époque se présente comme scientifique, à l'égard des populations mélanésiennes. Le summum de l'abjection sera atteint lors de l'exposition universelle de 1931 à Paris. La “plus grande France” qui se présente comme le phare de la civilisation... fait venir des Kanak-e-s qui sont exhibé-e-s

dans des cages au zoo de Vincennes, présenté-e-s comme représentatif-ve-s des “cannibales authentiques” que la France “civilise”.

Ce n'est que dans les années 1950 que les Kanak-e-s obtiennent le droit de vote. Pour autant, leur situation ne s'est guère améliorée depuis le début du XX^e siècle. Le racisme à la limite de l'idéologie d'apartheid imprègne encore

1972 : extrait de la lettre de Pierre Messmer au secrétaire d'État aux DOM-TOM

“La Nouvelle-Calédonie, colonie de peuplement, bien que vouée à la bigarrure multiraciale, est probablement le dernier territoire tropical non indépendant au monde où un pays développé puisse faire émigrer ses ressortissants.

Il faut donc saisir cette chance ultime de créer un pays francophone supplémentaire. La présence française en Calédonie ne peut être menacée, sauf guerre mondiale, que par une revendication nationaliste des populations autochtones appuyées par quelques alliés éventuels dans d'autres communautés ethniques venant du Pacifique.

À court et moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires des départements d'outre-mer (Réunion) devrait permettre d'éviter ce danger en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés.

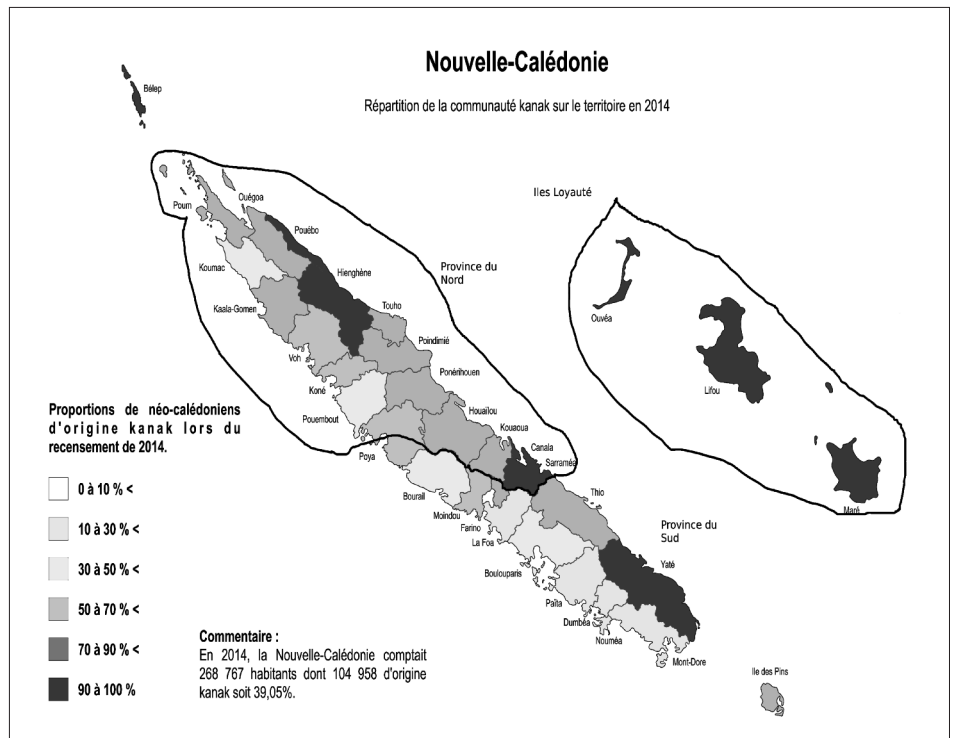
À long terme, la revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire. Il va de soi qu'on n'obtiendra aucun effet démographique à long terme sans immigration systématique de femmes et d'enfants.

Afin de corriger le déséquilibre des sexes dans la population non autochtone, il conviendrait sans doute de faire réserver des emplois aux immigrants dans les entreprises privées. Le principe idéal serait que tout emploi pouvant être occupé par une femme soit réservé aux femmes (secrétariat, commerce, mécanographie).

Sans qu'il soit besoin de textes, l'administration peut y veiller.”

largement l'administration mais aussi la population "caldoche" d'origine européenne (1).

La particularité du colonialisme français en Kanaky après la Seconde Guerre mondiale, c'est la volonté de rendre la population kanake minoritaire dans son propre pays. Le Premier ministre gaulliste Pierre Messmer l'écrivit d'ailleurs ouvertement (voir encadré). Le fort développement de la production de nickel (la Kanaky est le troisième producteur mondial, cette industrie représenté 20% du PIB et des emplois) va constituer le bon prétexte pour provoquer une immigration en provenance non seulement de France mais aussi de territoires du Pacifique ou d'Asie. D'une certaine façon l'opération réussit : aujourd'hui le peuple kanak est minoritaire numériquement dans son propre pays, représentant 39% de la population.



Pour l'impérialisme français, outre le nickel, la Kanaky est un enjeu stratégique au même titre que d'autres îles ou archipels du Pacifique (que l'on songe à la Polynésie voisine avec ses bases d'essais nucléaires). Une base navale est implantée en Nouvelle-Calédonie, le gouvernement français compte d'ailleurs maintenir sa présence militaire même en cas d'indépendance et le site du ministère de la Défense indique clairement : *“Les Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC) contribuent à l'exercice de la souveraineté française et à la préservation des intérêts de la France dans cette région”*.

Les vicissitudes de la revendication indépendantiste

Les revendications commencent à s'exprimer dès 1946, avec l'abolition du code de l'indigénat et l'attribution de la citoyenneté – mais pas le droit de vote – aux Kanak-e-s. Paradoxalement, les premiers groupes politiques mélanésiens sont réactionnaires : il s'agit pour l'Église catholique de contrer le naissant et éphémère Parti Communiste Calédonien d'idéologie anti-colonialiste. Ainsi que l'agitation sociale chez les travailleurs/euses vietnamien-ne-s dans l'industrie du nickel, où se développe la CGT. Elle suscite par exemple la création de l'“*Union des indigènes calédoniens amis de la liberté dans l'ordre*” (sic). Le parti dominant la vie politique à partir des années 1950 est l'Union calédonienne, qui refuse explicitement l'indépendantisme au profit d'un autonomisme prudent qui d'ailleurs n'est pas considéré comme une menace pour les colons.

Dans les années 1960-1970, une nouvelle génération de militant-e-s souvent formée dans des écoles privées

religieuses (l'État français ayant laissé une grande partie du territoire mélanésien à l'abandon en ce qui concerne les services publics)... s'engage dans la cause indépendantiste. En 1977, l'Union calédonienne évolue et devient franchement indépendantiste, structurant ensuite rapidement une coalition regroupant l'essentiel du mouvement indépendantiste : le FLNKS (Front de Libération Nationale Kanake et Socialiste).

Le réveil politique du peuple kanak se heurte à l'État français, les années 1984-1988 étant considérée comme la période la plus critique : elles se concluent en 1988 par les “accords de Matignon” voulus par Rocard, suite à l'assassinat de militants kanaks lors de l'affaire dite de la “grotte d'Ouvéa”.

Il faut remarquer que jusqu'à maintenant les meurtres d'un certain nombre de militants indépendantistes à cette époque (Kanak mais aussi anticolonialistes d'origine européenne), ont le plus souvent été impunis. Ainsi Pierre Declercq (secrétaire général de l'Union calédonienne) en 1981, Éloi Machoro à l'époque du gouvernement “socialiste”, les frères de J. M. Tjibaou, plusieurs prisonniers exécutés après s'être leur reddition dans la grotte d'Ouvéa...

Co-gestion et impasses

Les accords de Matignon (1988), et les accords de Nouméa (1998) sont salués comme mettant fin aux violences. Ils organisent de fait la co-gestion du territoire. Les principaux éléments du nouvel “équilibre” mis en place sont assez simples dans leur principe :

- le “Sud” et le reste du territoire : des compétences et des moyens sont transférés aux trois régions (“provinces”).

(1) signe qui ne trompe pas : aux dernières présidentielles 47% de votants pour Le Pen au second tour ; plus de 70% dans certains quartiers de Nouméa, la “capitale” de la Kanaky avec un peuplement massif d'origine européenne.

Le Sud, tenu par les anti-indépendantistes, concentre la population, les richesses et les investissements. De nombreux jeunes quittent les deux autres régions du fait du chômage et de la pauvreté. Le Sud est administré par les anti-indépendantistes, les indépendantistes contrôlent les deux autres régions.

- la co-gestion de l'exécutif : le territoire est administré depuis 20 ans par un "gouvernement" qui associe FLNKS et partis colonialistes, les postes de président et de vice-président sont répartis entre les deux camps.

Cette réalité, couplée aux modalités de découpage du corps électoral pour le "référendum", explique l'impasse actuelle du mouvement indépendantiste ainsi que sa division. Les accords de Matignon de 1988 pouvaient à l'époque être considérés comme un compromis provisoire. Mais les accords de Nouméa (1998) marquent clairement la volonté de co-gestion institutionnelle avec les partisan·e·s de maintenir les héritages coloniaux : il s'agissait pour la majorité du FLNKS de gérer une partie des territoires en profitant d'une décentralisation limitée (transfert de compétences et de quelques financements). Le jugement que portent ces accords sur le colonialisme est symptomatique : *"les ombres de la période coloniale, même si elle ne fut pas dépourvue de lumière"*.

La décolonisation est encore à faire

Ainsi, comment s'étonner de cette réalité : les inégalités ethniques restent criantes. La pauvreté, le chômage (très peu indemnisé et sans RSA) restent beaucoup plus élevés pour les Kanak·e·s. La discrimination pour l'emploi, le logement... est un fait avéré.

La co-gestion du territoire a contribué à faire apparaître le mouvement indépendantiste majoritaire comme installé dans les institutions, n'apparaissant plus comme une alternative.

En corollaire, cela l'empêche aussi d'apparaître comme une alternative pour une autre partie de la population. Car la situation de la population (un peu plus de 250 000 habitant·e·s) est la suivante : 39 % de Kanak·e·s, 27 % d'origine européenne, 33 % issu·e·s de migrations en provenance d'autres pays colonisés (Vietnamien·ne·s, Mélanésien·ne·s, Indonésien·ne·s...). Autrement dit, le mouvement indépendantiste doit pouvoir trouver des allié·e·s dans les autres composantes issues de la colonisation. De fait, elles ont commencé à s'autonomiser du paternalisme colonial, y compris en formant des organisations indépendantistes (par exemple le RDO – Rassemblement Démocratique Océanien). Mais ce mouvement a pour l'heure été insuffisant.

Car il y a un problème majeur : pour rassembler la majorité des victimes du colonialisme et de l'exploitation capitaliste, il faut que l'émancipation du colonialisme se conjugue avec une perspective d'émancipation sociale.

Ce n'est pas le cas, notamment du fait l'intégration du FLNKS dans la co-gestion. Si l'on regarde son projet pour l'indépendance, il nous explique que son projet pour la démocratie, le socialisme, l'organisation des pouvoirs... consiste à reprendre ce qui existe déjà. Cela ne peut constituer une perspective quand la justice sociale la plus élémentaire n'existe pas. Une des composantes du FLNKS a ainsi appelé lors de la "primaire" socialiste à voter pour Valls...

Il faut toutefois relever que cette orientation ne s'applique pas à tout le mouvement indépendantiste. Ainsi pour l'USTKE (2), seconde organisation syndicale du "Caillou", et son prolongement politique le Parti travailliste.

Des résultats déjà écrits

Malheureusement, les résultats du référendum d'auto-détermination laissent peu de doutes. Non seulement pour les raisons exposées ci-dessous, mais aussi parce que le découpage du corps électoral accepté par les partis co-gérant l'exécutif territorial ne peut – sauf énorme surprise – qu'aboutir à une majorité de "Non" à l'indépendance. D'autant plus qu'une partie (minoritaire) des Kanak·e·s n'est pas favorable à l'indépendance. Et qu'au moins plusieurs milliers d'entre eux/elles sont exclu·e·s de la liste électorale permettant de participer au référendum !

Il serait donc erroné de penser que le référendum puisse constituer une "chance historique" pour le peuple kanak ! La majorité du FLNKS ne pense d'ailleurs pas l'emporter, et se dispose pour négocier "les suites" (comprendre d'autres transferts éventuels de compétences à l'exécutif territorial, par exemple).

Par conséquent, de manière assez logique, les composantes indépendantistes liées au mouvement ouvrier (USTKE et Parti Travailliste) appellent à une forme de boycott ("non-participation") du scrutin, vu que son résultat est écrit d'avance et ne servira qu'à fournir un argument pour maintenir la domination coloniale.

Pour autant, au lendemain du référendum prévu le 4 novembre, tous les problèmes liés aux rémanences du colonialisme seront toujours là. La Kanaky a connu des luttes sociales et écologiques depuis 20 ans. Ces luttes et celles pour la décolonisation, pour donner notamment un avenir à la nombreuse jeunesse du territoire... seront toujours d'actualité et ne s'arrêteront pas là. "En même temps", cette émancipation nécessitera aussi une évolution politique significative en France métropolitaine.

Quentin Dauphiné ☐

(2) Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités (son nom montre le projet d'unir les salarié·e·s pas seulement kanak·e·s sur une base de classe, même si sa réalité est encore limitée).